

# Déclaration commune - Demande d'appui public - Pour l'élargissement du mandat de la commission d'enquête publique sur la surveillance policière

Pascal Dominique-Legault

mer. 2016-11-09 20:45

À : agecvm@hotmail.com <agecvm@hotmail.com>;

Importance  
: Haute

3 pièce(s) jointe(s) (2 Mo)

2016-11-09-Lettre AGEVCM.pdf; Déclaration commune (finale).pdf; 2011-Appuis contre GAMMA.pdf;

Monsieur ou Madame,

Vous trouverez ci-joint une lettre urgente adressée au conseil exécutif de l'AGEVCM demandant d'obtenir un appui public en faveur d'un mandat élargi pour la Commission d'enquête publique, annoncée jeudi, par le gouvernement du Québec sur la surveillance policière des journalistes. L'objectif est que cette commission puisse porter également sur la surveillance des activités politiques dans le cadre du projet GAMMA du SPVM (cautionné et autorisé, lui aussi, par sa haute direction opérationnelle). La déclaration commune également ci-jointe est présentement en train d'être circulée pour colliger des appuis. Je vous prierais de la soumettre à qui de droit pour délibérations.

De nombreux professeurs, avocats, groupes communautaires et syndicaux avaient dénoncé le projet GAMMA du SPVM en 2011 via une déclaration commune et des communiqués (voit fichier des appuis de 2011 ci-joint).

Le mandat de la Commission d'enquête publique est présentement à être circonscrit et il sera révélé dans les prochains jours. À ce moment, il sera très difficile de le redéfinir. Je vous demande donc de considérer la requête avec la plus grande célérité.

Dans l'éventualité où votre organisation accepte de signer la déclaration commune, je nécessiterai un courriel de confirmation indiquant à quel titre vous la signez (organisationnel ou personnel).

Dans l'éventualité où l'organisation choisit de ne pas appuyer comme organisation la déclaration commune, les individus voulant se joindre à la déclaration commune, ont tout à fait la possibilité de l'appuyer et de s'y joindre. Dans ce cas, il faudra m'envoyer un courriel directement à [pascal.dominique-legault.1@ulaval.ca](mailto:pascal.dominique-legault.1@ulaval.ca) en m'indiquant leur nom, affiliation et coordonnées (adresse avec code postal et téléphone - qui ne seront pas divulgués sur la déclaration commune). Dans cette éventualité, merci de proposer le scénario à qui de droit. Et **N'HÉSITÉZ PAS À FAIRE CIRCULER LA DÉCLARATION COMMUNE DANS VOS RÉSEAUX RESPECTIFS.**

En vous remerciant pour vos démarches et en l'attente de vos délibérations, je demeure disponible pour répondre à toute question. Je vous prie de croire, Monsieur, Madame, en mes salutations distinguées.

Pascal Dominique-Legault,  
Candidat au doctorat,  
Département de sociologie, Université Laval  
[pascal.dominique-legault.1@ulaval.ca](mailto:pascal.dominique-legault.1@ulaval.ca)  
Tél.: 418-914-8669

## PAR COURRIEL SEULEMENT

Québec, le 9 novembre 2016

Comité exécutif  
Association générale étudiante du Cégep du Vieux Montréal (AGECVM)  
255 Ontario Est  
Montréal, Qué. H2X 1X6 Local A3.85  
[agecvm@hotmail.com](mailto:agecvm@hotmail.com)

**Objet : Demande d'appui public de l'AGECVM en faveur d'un mandat élargi pour la commission d'enquête publique annoncée jeudi, par Québec, portant actuellement sur la surveillance policière des journalistes**

Chers membres du comité exécutif,

Par la présente, je souhaiterais que l'AGECVM appuie les démarches que j'ai entreprises visant à élargir le mandat de la Commission d'enquête publique, portant présentement sur la surveillance policière des journalistes, annoncée jeudi dernier, par Québec. Une déclaration commune est présentement circulée pour colliger les appuis.

Mes recherches doctorales m'ont mené à découvrir des choses troublantes qui ont été révélées, vendredi dernier, dans *Le Devoir*, relativement au projet GAMMA (*Guet des activités et des mouvements marginaux et anarchistes*) du *Service de police de la Ville de Montréal* (SPVM). Ces révélations portent sur le cautionnement d'une grave forme de profilage politique aux plus hautes sphères du SPVM. Vous trouverez copie de l'article de Madame Sarah Champagne en pièce jointe.

Parallèlement à cet article, j'ai publié une lettre d'opinion suggérant d'élargir le mandat de la Commission d'enquête publique. Dans cette lettre d'opinion, jointe à cette requête, je demande :

(...) au gouvernement du Québec d'élargir ses vaillantes et promptes propositions à une commission d'enquête publique qui non seulement permettrait de connaître l'ampleur de la surveillance policière des sources

journalistiques, mais également de connaître toute l'ampleur de la surveillance policière qui a touché les mouvements marginaux et anarchistes au SPVM. Le mandat de la commission devrait donc être élargi à ces autres cibles inappropriées, mais également faire toute la lumière sur les mécanismes par lesquels il y a eu autorisation et cautionnement de ces cibles de surveillance aux plus hautes sphères. Une telle commission devrait être en mesure d'aller au fond des choses et de proposer des recommandations pour mieux encadrer, de façon indépendante et continue (nous le souhaitons vivement), les opérations policières des corps policiers au Québec.

Dans le cas de la surveillance des journalistes comme dans celui du profilage politique des groupes marginaux et anarchistes via GAMMA, c'est de police politique dont il est question, et ce, que la politique soit considérée au niveau ministériel ou de la haute direction des corps policiers. La même ingérence, le même cautionnement, la même culture de complaisance envers les opérations policières. Je demeure convaincu de l'importance d'élargir le mandat de la Commission sur les mécanismes par lesquels il y a eu autorisation et cautionnement d'opérations policières et de leurs cibles inappropriées, illégales, discriminatoires et dérogatoires (allant des journalistes aux mouvements marginaux et anarchistes), et ce, par les plus hautes sphères des corps policiers québécois et du Politique.

Rappelons qu'en 2011, plusieurs groupes sociaux, syndicaux, professeurs et avocats ont dénoncé la création du projet GAMMA par communiqué ou déclaration commune. Voir les communiqués ci-joints.

Le mandat de la Commission d'enquête publique est présentement à être circonscrit et il sera révélé dans les prochains jours. À ce moment, il sera très difficile de le redéfinir. Je vous demande donc de considérer ma requête avec la plus grande célérité, chers membres du comité exécutif, au nom de l'AGECVM, afin d'offrir un appui public faisant état de votre ouverture à ce que le gouvernement du Québec élargisse le mandat de la commission d'enquête aux graves allégations de profilage politique qui auraient été autorisées aux plus hautes sphères du SPVM.

Dans l'attente d'une réponse des plus rapides, eu égard aux présentes circonstances, je reste disponible pour répondre à toute question. Je vous prie de recevoir, chers membres du comité exécutif, mes salutations distinguées.



Pascal Dominique-Legault  
Candidat au doctorat,  
Département de sociologie, Université Laval  
[pascal.dominique-legault.1@ulaval.ca](mailto:pascal.dominique-legault.1@ulaval.ca)  
Tél.: 418-914-8669

*P.J.*

# LE DEVOIR

LIBRE DE PENSER

PROFILAGE POLITIQUE

## La haute direction du SPVM a cautionné GAMMA

4 novembre 2016 | Sarah R. Champagne | Actualités en société



Photo: Annik MH de Carufel Le Devoir

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) a tranché, en juillet 2015, que la police de Québec avait arrêté des dizaines de manifestants pour la simple raison qu'ils portaient un carré rouge lors du printemps 2012.

Le controversé projet GAMMA a été cautionné par la direction des opérations du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Des procès-verbaux de réunions de cette direction confirment que des ressources d'enquête et de gendarmerie y ont été allouées, et ce, sur la base d'un document comportant de nombreux éléments de profilage politique.

Lors de l'une de ces réunions, en avril 2010, Mario Gisondi, alors numéro trois du SPVM, a félicité Patrick Lamarre « pour la qualité de son rapport » devant guider la prise de décisions sur le « Guet des activités des mouvements marginaux et anarchistes ». Le document en question, dont le contenu a été révélé en juillet 2015 par *Le Devoir*, mettait l'accent sur la surveillance de groupes selon leurs convictions politiques, plutôt que sur des auteurs présumés de crimes.

On y lisait entre autres une énumération non exhaustive des groupes que le SPVM considère comme marginaux. La population étudiante y est présentée comme un « bassin de recrutement pour ces groupes », notamment les associations du Cégep du Vieux-Montréal et de l'UQAM.

Les documents ont été obtenus par Pascal Dominique-Legault, candidat au doctorat en sociologie à l'Université Laval, devant la Commission d'accès à l'information. Ces nouveaux éléments exposent clairement qu'une « problématisation discriminatoire basée sur des convictions politiques », dit-il, a bel et bien donné lieu à la mise en place de moyens policiers et de stratégies, à l'échelle du territoire du SPVM. La discrimination exercée contre des individus en raison de leur appartenance à un groupe social marginal ou à une idéologie politique contrevient à la Charte des droits et libertés du Canada.

Le SPVM n'a pas donné suite aux questions du *Devoir*.

### Qui se penchera sur le profilage politique ?

Plusieurs arrestations sont survenues dans le cadre de ce projet, dont celles, en 2011, de membres de la Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) et de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ). Cette association avait alors déposé une plainte, abandonnée faute de ressources, et son porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois, avait dénoncé le « caractère politique de ces arrestations ». Des accusations portées contre 14 étudiants arrêtés en mars 2011, alors que GAMMA était actif, ont, quant à elle, été retirées pour la majorité d'entre eux, a indiqué leur avocate, Véronique Robert.

Après une enquête de trois ans, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) a tranché, en juillet 2015, que la police de Québec avait arrêté des dizaines de manifestants pour la simple raison qu'ils portaient un carré rouge lors du printemps 2012. La CDPDJ a donc soumis au Tribunal des droits de la personne la cause de 36 personnes, « victimes de profilage politique », selon ses mots, arrêtées lors d'une manifestation féministe pacifique.

Pascal Dominique-Legault, qui suit le dossier de près, a également déposé une plainte au commissaire à la déontologie policière. Cette plainte a été déboutée par le commissaire, qui estime qu'elle dépasse ses pouvoirs. Sa compétence est plutôt de se pencher sur une situation factuelle donnée, sur une action précise posée par un policier dans l'exercice de ses fonctions.

« On lui dit en quelque sorte que ce n'est pas le bon forum, mais où est ce forum ? », demande Nicole Filion, directrice de la Ligue des droits et libertés (LDL). Saluant la création du Bureau des enquêtes indépendantes et d'une commission d'enquête sur la surveillance policière des sources journalistiques, elle ajoute qu'il y a cependant un « chaînon manquant ».

La Ligue souhaiterait voir la création d'une instance qui ne soit pas « à la remorque du pouvoir politique pour obtenir des éclaircissements ». Encore à la recherche d'un modèle, Mme Filion affirme que le pouvoir d'amorcer des processus d'enquête sur les pratiques policières en général devrait être conféré à une telle instance québécoise. En Ontario, le Bureau du directeur indépendant de l'examen de la police (BDIEP) possède à la fois le pouvoir de se pencher sur un cas particulier de conduite d'un policier, de traiter des plaintes publiques et de cerner des problèmes systémiques au sein des services de police.

Ni la Commission de la sécurité publique, ni le ministère de la Sécurité publique n'ont posé de questions au SPVM sur les allégations de profilage politique. Six autres demandes d'accès à l'information déposées par Pascal Dominique-Legault n'ont en effet permis de retracer aucun document, une preuve de « l'inaction » de ces instances dans ce dossier, selon lui.

Dans une lettre d'opinion, il propose maintenant d'élargir le mandat de la commission d'enquête publique, annoncée jeudi, à la surveillance policière des mouvements marginaux et anarchistes par le SPVM.

## COMMISSION D'ENQUÊTE PUBLIQUE

### Pour une surveillance continue et indépendante des opérations policières québécoises

4 novembre 2016 | Pascal Dominique-Legault - Candidat au doctorat, Département de sociologie, Université Laval | Justice

« Le contrôle interne des corps policiers n'est pas suffisamment rigoureux pour prévenir les abus. L'explication la plus communément avancée de cette carence est la grande solidarité de groupe qui lie les policiers entre eux. »

« L'un suivait les ordres, l'autre les donnait en s'estimant cautionné par ses supérieurs et ces derniers plaident l'ignorance de ce qui se passait. »

Ces citations, tirées du rapport de la Commission d'enquête sur les opérations policières en territoire québécois (Keable, 1981), résonnent de façon particulièrement frappante avec les événements de cette semaine. Malgré les apparences, les récents scandales ne portent pas uniquement sur l'espionnage de journalistes au SPVM et à la SQ et sur l'espionnage au SPVM de groupes marginaux et anarchistes, fondés présumément sur leurs convictions politiques (des motifs discriminatoires et dérogatoires). Les scandales touchent également et profondément au cautionnement d'opérations policières et de leurs cibles, pour le moins douteuses (allant visiblement des journalistes aux marginaux et anarchistes), par les plus hautes sphères des corps policiers québécois et du politique.

« Le contrôle ne doit laisser aucune place à l'ingérence politique », concluait le rapport Keable. Et ici, l'ingérence politique dans l'autorisation et le cautionnement de cibles policières inappropriées vient notamment de la haute direction opérationnelle du SPVM et de l'ancien ministre de la Sécurité publique. En effet, cette semaine, divers récits journalistiques ont montré comment le Comité de direction de la Direction des opérations du SPVM avait déclenché une chasse aux journalistes en rapportant sa volonté de « briser la culture du coulage » et, en avril 2010, comment il avait autorisé le projet GAMMA (Guet des activités et des mouvements marginaux et anarchistes) sur la base de convictions politiques problématisées. Quant à l'espionnage des journalistes à la SQ, les propos de Stéphane Bergeron, ancien ministre de la Sécurité publique, sont en cause puisqu'il aurait explicitement demandé à la SQ d'enquêter sur les fuites de l'enquête « Diligence ».

La question des balises encadrant les opérations policières et leur autorisation aux plus hauts niveaux devient donc criante. Heureusement pour nous, la commission Keable, dans ses travaux sur les opérations policières liées à la lutte contre le terrorisme au Québec entre 1971 et 1973, s'était déjà penchée sur la question et avait soumis une recommandation, largement ignorée par les autorités politiques à l'époque, mais d'une pertinence évidente aujourd'hui.

#### Keable et le Registrariat des opérations policières québécoises

Pour la commission Keable, le contrôle efficace des opérations policières pré suppose la connaissance de la nature de ces opérations, ainsi qu'une volonté (pas toujours manifeste) de l'acquiescer de la part des autorités mandatées pour exercer ce contrôle. Si l'exercice d'un contrôle des corps policiers par le ministre n'est pas complètement exclu pour Keable, on ne saurait toutefois exiger du ministre qu'il exerce personnellement un contrôle sur les opérations policières en constituant, à lui seul, un organisme de supervision.

C'est dans cette optique que la Commission d'enquête avait recommandé la création d'un Registrariat des opérations policières effectuées par les corps policiers québécois, dans des domaines où les droits des citoyens étaient le plus susceptibles d'être lésés (le renseignement de sécurité, la lutte antiterroriste, les mesures d'urgence, le contrôle des foules, etc.).

Sorte d'organisme-tampon entre le politique, les hautes directions opérationnelles et les corps policiers, Keable proposait d'assigner au Registrariat la fonction d'être le dépositaire permanent d'une copie de tous les documents produits et recueillis par les services de sécurité, les escouades spécialisées dans la lutte antiterroriste et les sections d'enquêtes criminelles, d'une copie de tous les documents émanant de la direction d'un corps de police qui seraient pertinents pour la connaissance de la nature des opérations de ces diverses sections et pour l'évaluation de leur légalité et d'une copie de toute directive ou consigne des autorités politiques à un corps policier.

Keable assignait également au Registrariat la fonction d'examiner les documents et de communiquer toute irrégularité par rapport aux lois existantes que pouvait révéler l'étude de ces documents au procureur général du Québec et au service des enquêtes internes du corps policier impliqué. En cas de conflit entre le Registrataire et le procureur général, les parties auraient eu le pouvoir d'en informer l'Assemblée nationale. Ce que Keable recommandait donc, c'était une procédure de contrôle indépendante et continue des opérations policières, procédure qui n'existe toujours pas au Québec.

#### Une commission d'enquête publique élargie

Personne n'en voudrait au gouvernement du Québec d'élargir ses vaillantes et promptes propositions à une commission d'enquête publique qui non seulement permettrait de connaître l'ampleur de la surveillance policière des sources journalistiques, mais également de connaître toute l'ampleur de la surveillance policière qui a touché les mouvements marginaux et anarchistes au SPVM. Le mandat de la commission devrait donc être élargi à ces autres cibles inappropriées, mais également faire toute la lumière sur les mécanismes par lesquels il y a eu autorisation et cautionnement de ces cibles de surveillance aux plus hautes sphères. Une telle commission devrait être en mesure d'aller au fond des choses et de proposer des recommandations pour mieux encadrer, de façon indépendante et continue (nous le souhaitons vivement), les opérations policières des corps policiers au Québec.

*Pour une commission d'enquête publique partagée sur  
la surveillance policière des journalistes ET des activistes politiques*

Québec, le \_\_\_\_ novembre 2016

ATTENDU QUE la *Charte des droits et libertés de la personne* et le *Code de déontologie policière du Québec* interdisent, chacun à sa façon, les actes fondés sur des convictions politiques;

ATTENDU QU'en juillet 2015, [La Presse](#) et [Le Devoir](#) révélaient que des documents internes de prise de décision problématiques du *Service de police de la Ville de Montréal* (SPVM) contenaient des détails qui laissaient croire à du profilage politique dans la mise en place de son projet GAMMA (*Guet des activités des mouvements marginaux et anarchistes*);

ATTENDU QU'une [étude parue](#) et une [seconde étude à paraître](#) de ces documents internes, concluent notamment que malgré qu'on ait légitimé GAMMA comme s'attaquant seulement à des « crimes » au SPVM, sa mise en place et ses moyens policiers ont également été fondées sur une problématisation de convictions politiques spécifiques (comme le positionnement antiautoritaire de groupes);

ATTENDU QUE d'autres documents internes du SPVM obtenus, révélés le 4 novembre dernier, par [Le Devoir](#), démontrent que la haute direction du SPVM (son comité de direction de la Direction des opérations) a cautionné et autorisé le projet GAMMA en avril 2010 à partir de ces mêmes documents problématiques, et ce, à un point tel de décider d'y affecter des ressources d'enquête et de gendarmerie;

ATTENDU QUE cinq ans après la révélation publique de l'existence de GAMMA, au moins quatre plaintes officielles ont été déposées à la *Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse* et au *Commissaire à la déontologie policière* et que celles-ci n'ont jamais atteint le stade du déclenchement d'une seule enquête;

ATTENDU QUE la présente crise de confiance envers la police est alimentée par l'inaction des autorités politiques qui ne sont pas intervenus jusqu'à présent pour adresser ces sérieuses allégations de profilage politique;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec a annoncé, le 3 novembre dernier, qu'il instituera une commission d'enquête publique sur la [liberté de la presse, y compris la protection des sources journalistiques, et l'indépendance des pouvoirs politiques, policiers et médiatiques](#);

ATTENDU QUE le [Journal de Montréal](#) révélait, le 1<sup>er</sup> novembre, qu'un membre de l'état-major du SPVM s'est adressé à une cinquantaine de hauts gradés du SPVM en avril dernier en lançant à ses collègues le mot d'ordre sans équivoque de la nécessité de « briser la culture du coulage » au SPVM. Et, le lendemain, [La Presse](#) révélait, dans l'affaire de la surveillance des journalistes par les policiers de la Sûreté du Québec, que l'ancien ministre de la Sécurité publique, Stéphane Bergeron, avait demandé au Directeur général de la SQ de l'époque, Mario Laprise, des comptes sur les fuites de l'enquête « Diligence ». Et que, le 7 novembre, [La Presse](#) révélait, dans l'affaire de la surveillance policière du journaliste Patrick Lagacé, que ce dernier aurait été enquêté et surveillé par la police suite à une fuite concernant un constat d'infraction impliquant l'actuel maire de Montréal, Denis Coderre, qui aurait [communiqué](#) directement avec le chef de police de l'époque, Marc Parent;

ATTENDU QUE ces événements posent, tout comme l'affaire GAMMA (sanctionnée par la haute direction du SPVM), la question commune de l'autorisation ou du cautionnement (plus ou moins actif et formel) de cibles de surveillance inappropriées, présumément illégales, discriminatoires et dérogatoires (allant des journalistes, aux mouvements marginaux et anarchistes), et ce, aux plus hautes instances des corps policiers québécois et, dans certains cas, des instances politiques;

ATTENDU QU'il n'existe toujours pas une volonté des autorités qui contrôlent les opérations policières d'acquérir la connaissance et l'information sur la nature des opérations justement nécessaires pour un contrôle efficace des opérations policières ([Rapport Keable, 1981](#));

ATTENDU QU'il n'existe toujours pas de mécanismes de contrôle des opérations policières québécoises indépendants et continus qui permettent d'efficacement surveiller les opérations policières, en temps réel et opportun, dans les domaines où les citoyens sont le plus susceptibles d'être lésés (les enquêtes policières, le renseignement, la lutte antiterroriste, les mesures d'urgence, le contrôle des foules, etc.) ([Rapport Keable, 1981](#));

ATTENDU QUE nous dénonçons toute criminalisation et stigmatisation de la dissidence et de nos opinions, comme nous dénonçons toute forme de profilage politique, social et racial;

Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec :

D'élargir le mandat de la commission d'enquête publique qui sera instituée sur la surveillance policière des journalistes au Québec afin qu'il porte également sur la surveillance des activités politiques des mouvements perçus marginaux et anarchistes sur la base des moyens policiers adoptés dans le cadre de la problématisation de convictions politiques cautionnée et autorisée par la haute direction dans le projet GAMMA;

De s'assurer qu'un volet de la commission d'enquête publique aborde les processus plus larges de cautionnement et d'autorisation de ces cibles inappropriées et présumément illégales, discriminatoires et dérogatoires (des journalistes jusqu'aux mouvements marginaux et anarchistes), et ce, aux plus hautes sphères;

De s'assurer qu'un volet de la commission d'enquête publique aborde et recommande des mécanismes de contrôle des opérations policières québécoises indépendants et continus, pour protéger les citoyens qui sont le plus susceptibles d'être lésés par les opérations policières québécoises, et ce, tant les journalistes, les activistes politiques, les mouvements marginaux et anarchistes, que les gens susceptibles d'être victimes de profilage discriminatoire ponctuel ou systémique;

\*\*\*\*\*

*Déclaration commune diffusée à l'initiative de :*

*Pascal Dominique-Legault, Candidat au doctorat, Département de sociologie, Université Laval*

\*\*\*\*\*

*Ont cosigné cette déclaration commune :*

\*\*\*\*\*

*Organisations*

\*\*\*\*\*

*Individus*

\*\*\*\*\*





Nom de la source

Canada NewsWire (français)

Type de source

Presse • Communiqués de presse

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Montréal, Québec, Canada

Lundi 18 juillet 2011 • 14:29:00 UTC -0400

Canada NewsWire (français) • 230 mots

## Le Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN (CCMM-CSN) dénonce les récentes interventions de l'escouade GAMMA

CONSEIL CENTRAL DU MONTREAL METROPOLITAIN (CCMM-CSN)

**M**ONTREAL, le 18 juill. 2011 /CNW Telbec/ - Le Conseil central du Montréal métropolitain - CSN (CCMM-CSN) s'inquiète des récentes interventions de GAMMA (Guet des activités des mouvements marginaux et anarchistes) et dénonce la création de cette escouade. « Ce qui nous inquiète, c'est la mise sur pied même de ce groupe qui relève de la division du crime organisé et qui est sans contredit dédié à procéder à du profilage politique », d'affirmer Manon Perron, porte-parole du Conseil central du Montréal métropolitain-CSN.

Avec cette escouade, doit-on craindre une augmentation du harcèlement et de la brutalité policière, des arrestations et des emprisonnements injustifiés? L'existence même de GAMMA nous fait craindre le pire. « Nous assistons à l'éclosion d'une vraie police politique qui a les pouvoirs d'enquêter, d'arrêter et d'emprisonner des personnes à cause de leurs opinions. Nous devons rejeter l'idée d'une société qui brime les droits et libertés de militants sociaux et politiques qui luttent pour l'amélioration des conditions de vie et de travail de la population québécoise. Comment ne pas s'insurger contre le fait que les forces policières enquêtent sur des gens à cause

de leurs opinions politiques, de leur allégeance à un groupe politique ou de leurs activités politiques? », dénonce Manon Perron.

Le CCMM-CSN combat le profilage, qu'il soit racial, social ou politique. Il entend bien surveiller de près les activités policières qui porteront atteinte à la liberté d'expression, la liberté d'association et qui seront discriminatoires envers les groupes concernés.

Le Conseil central du Montréal métropolitain-CSN regroupe plus de 94 000 membres du secteur public et du secteur privé, répartis au sein de 400 syndicats sur le territoire des régions de Montréal, Laval et du Grand Nord du Québec.

### Contact

Manon Perron, trésorière et porte-parole du CCMM-CSN, 514 598-2134

Source : Conseil central du Montréal métropolitain-CSN .

### Note(s) :

Attention News Editors

© 2011 Canada NewsWire. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.





<b>Nom de la source</b>	Canada NewsWire (français)
<b>Type de source</b>	Presse - Communiqués de presse
<b>Périodicité</b>	En continu
<b>Couverture géographique</b>	Nationale
<b>Provenance</b>	Montréal, Québec, Canada

Mardi 19 juillet 2011 • 09:40:00 UTC -0400

Canada NewsWire (français) • 198 mots

## Profilage politique - La CSN-Construction joint l'opposition à la création de GAMMA

CSN

**M**ONTREAL, le 19 juill. 2011 /CNW Telbec/ - La CSN-Construction joint sa voix à tous les groupes et individus qui dénoncent la création de GAMMA et s'inquiète des activités de cette police politique qui ne peuvent qu'aboutir qu'à du harcèlement, de la répression et à des arrestations injustifiées.

« La répression policière des groupes sociaux, politiques et étudiants, n'est jamais une action isolée ni une « erreur » de jugement des services de police », a dénoncé Aldo Miguel Paolinelli, président de la CSN-Construction. Ces derniers agissent sous les directives des instances politiques de haut niveau. Ce n'est pas un hasard si les groupes visés sont justement ceux qui questionnent les fondements même des injustices inhérentes au système politique et économique. Si autant d'efforts étaient mis pour combattre le travail clandestin et pour assurer des milieux de travail sains et sécuritaires, le nombre d'accidents, de maladies professionnelles et de décès au travail serait beaucoup moins important », a-t-il ironisé.

Les dernières arrestations et la création de cette escouade s'inscrivent dans la plus pure tradition des systèmes totalitaires. « Il ne revient pas seulement au SPVM de justifier la création de GAMMA qui, dans son essence même,

est une atteinte aux droits et libertés, a poursuivi Aldo Miguel Paolinelli. Ce sont les décideurs politiques qui doivent prendre la parole et répondre des décisions qu'ils prennent.

La CSN-Construction dénonce cette nouvelle manière de réprimer les groupes de citoyennes et de citoyens qui s'organisent et luttent pour une société plus juste.

### Contact

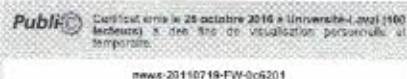
Louis-Serge Houle, CSN-Construction, 514 792-0795

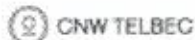
Source : CSN-Construction

### Note(s) :

Attention News Editors

© 2011 Canada NewsWire. Tous droits réservés.  
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.





## Nom de la source

Canada NewsWire (français)

## Type de source

Presse • Communiqués de presse

## Périodicité

En continu

## Couverture géographique

Nationale

## Provenance

Montréal, Québec, Canada

Lundi 18 juillet 2011 • 11:30:00 UTC -0400

Canada NewsWire (français) • 395 mots

## Vague d'arrestations sans précédent dans le mouvement étudiant et création de l'escouade GAMMA: l'ASSÉ annonce le dépôt de recours contre le SPVM

ASSOCIATION POUR UNE SOLIDARITE SYNDICALE ETUDIANTE

**M**ONTRÉAL, le 18 juill. 2011 /CNW Telbec/ - L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), appuyée par plusieurs autres groupes de la société civile québécoise, condamne vivement les arrestations ayant eu lieu dernièrement dans ses rangs. En effet, dans les dernières semaines quatre jeunes militants et militantes de l'ASSÉ ont été arrêté-e-s à leur domicile, en lien avec des actions contre la hausse des frais de scolarité ayant eu lieu au mois de mars dernier. Trois des quatre arrêté-e-s sont des élus nationaux de l'organisation. Ils et elles ont reçu-e-s entre quatre et neuf chefs d'accusation chaque. « Le caractère politique de ces arrestations ne fait aucun doute. Il s'agit manifestement d'une tentative de la part du SPVM de décapiter le mouvement étudiant québécois à la veille d'une de ses luttes historiques » déclare Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'ASSÉ.

L'ASSÉ rappelle que ces arrestations ont lieu dans la foulée de la mise sur pied par le SPVM d'une escouade controversée visant précisément les groupes marginaux ou critiques du capitalisme, le GAMMA. « Les arrestations dont nous sommes victimes et la mise sur pied de l'escouade

GAMMA sont deux symptômes de la montée fulgurante de la répression et de la criminalisation de la contestation politique dans les dernières années. C'est absolument anti-démocratique! Après avoir été la cible de rapports accablants dénonçant ses pratiques répandues de profilage racial et social dans les dernières années, voilà maintenant que le SPVM annonce fièrement qu'il fait aussi dans le profilage politique. » s'insurge M. Nadeau-Dubois. En conférence de presse aujourd'hui, l'ASSÉ a par conséquent annoncé le dépôt d'une plainte formelle devant la Commission des droits de la personne du Québec, afin de contester la mise sur pied de GAMMA. « Le mandat de cette escouade bafoue de manière flagrante l'article 10 de la Charte québécoise des droits et libertés de la personne, qui protège tout individu contre la discrimination fondée sur ses convictions politiques. Le mandat de cette escouade est tout simplement illégal. » soutient le porte-parole de l'ASSÉ.

Malgré cette tentative d'intimidation de la part du SPVM, l'ASSÉ est résolue à poursuivre sa lutte contre la hausse des frais de scolarité et pour la gratuité scolaire. « Historiquement, la répression

© 2011 Canada NewsWire. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



n'a eu qu'une seule conséquence: le durcissement de la contestation. Que le gouvernement et les forces policières se le tiennent pour dit. » conclut le porte-parole.

Seule association étudiante nationale comprenant des membres de tous les cycles d'enseignement supérieur confondus, l'ASSÉ regroupe actuellement près de 45 000 membres dans les cégeps et les universités du Québec. Elle milite depuis sa création pour l'accessibilité à un système d'éducation gratuit, public et de qualité.

Les organisations suivantes appuient la démarche de l'ASSÉ dans le dossier:

Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)

Fédération des professionnelles de la CSN

Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC)

Réseau de la commission populaire

Free Education Montreal (FEM)

Le regroupement des organismes communautaires de la région 03 (ROC-03)

Table régionale des organismes communautaires et bénévoles de la Montérégie (TROC-M)

#### Contact

Gabriel Nadeau-Dubois, secrétaire aux communications: 514-835-2444

Bureau de l'ASSÉ : 514-390-0110

Site web : [www.asse-solidarite.qc.ca](http://www.asse-solidarite.qc.ca)

#### Note(s) :

[EMAIL](#) [TWEET](#) [SHARE](#)

NEWSRELEASE

Posted by [communard](#) on September 25, 2011Reviewed by Coop Média de Montréal editors. [copyedited](#) [fact checked](#) [?]

## Déclaration commune: Solidaires face à la répression politique - Together against political repression

Ce matin, dans le cadre de la comparution de deux hommes et deux femmes arrêtées suite à la manifestation anticapitaliste du 1er mai 2011, la CLAC (Convergence des luttes anticapitalistes) tenait un point de presse devant le palais de justice de Montréal. **Une déclaration signée par plus de trente groupes a été rendue publique. Cette déclaration dénonce la répression et le profilage politique et réaffirme la solidarité entre les différents groupes sociaux et politiques face à toute escouade policière, telle GAMMA, qui criminalise nos mouvements.**



### USER LOGIN

Username:  Password: [Create new account](#) [Request new](#)

L'enquête préliminaire des 4 accuséEs aura lieu les 11 et 12 décembre 2012 (!). Ils et elles restent pris avec des conditions qui restreignent leur droit de manifester et il n'ont toujours pas le droit de communiquer entre eux.

This morning, in the context of a court appearance by two men and two women arrested following an anti-capitalist protest on May 1st, CLAC (Convergence of Anti-Capitalist Struggles) held a press briefing in front of the Montreal Palais de justice. **A statement signed by more than thirty groups was released to media. The statement denounces political repression and profiling and re-asserts solidarity among different social and political groups in the face of any policing unit, such as GAMMA, which criminalizes our movements.**

The preliminary investigation of the four accused will take place on 11 and 12 December 2012. They remain under conditions which restrict their right to protest and still do not have the right to communicate with each other.

Attendu que :

Les dirigeants économiques et politiques se cachent derrière un système pseudo-démocratique en faillite pour s'enrichir à une vitesse exponentielle ;

Cette élite parasitaire doit justifier ses politiques antisociales en augmentant la répression ;

Les différents corps de police agissent comme rempart face à la mobilisation et à la révolte de la population contre un système injuste ;

En plus de protéger consciemment les abus des autorités, les différents corps de police agissent comme acteur politique en déstabilisant les mouvements sociaux ;

Nous dénonçons tout rôle politique du SPVM et des autres corps policiers ;

Nous dénonçons toute criminalisation et stigmatisation de la dissidence et de nos opinions ;

Nous dénonçons toute forme de profilage politique, social et racial ;

Nous dénonçons toute tentative de salissage de nos mouvements.

( English follows )

Signée par 35 organismes ainsi que 20 avocates et professeurs

Montréal, le 20 septembre 2011

### Solidaires face à la répression politique

Nous dénonçons fermement la dernière offensive répressive du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) qui vise à criminaliser, intimider et à isoler plusieurs groupes militants ainsi que la formation d'une police politique (escouade GAMMA) sous l'égide de la division du crime organisé du SPVM.

Que cette nouvelle initiative soit préméditée de longue date ou que ce soit une autre bavure due à la confusion des genres propre aux forces de police n'est pas notre principale préoccupation. On sait très bien que le profilage des acteurs politiques n'a pas commencé avec l'escouade GAMMA (Guet des activités et des mouvements marginaux et anarchistes) et ne se terminera pas avec son abolition, tout comme on sait que l'escouade Eclipse ne vise pas tant les «gangs de rues» que les «jeunes de couleur».

Dans un contexte de durcissement du capitalisme et d'accentuation de la marginalisation des mouvements sociaux et des groupes politiques, il est essentiel et urgent de se mobiliser face à toute attaque contre nos communautés. Si on les laisse s'attaquer à un milieu en particulier, ils auront le champ libre pour criminaliser l'ensemble des mouvements sociaux. Face à cette stratégie de diviser pour régner, nous devons nous unir !

Notre droit d'association, de manifestation et d'expression n'est pas que légal, il est légitime !  
Notre droit à la dissidence, nous ne le quémardons pas, nous l'utilisons quotidiennement !

Attendu que :

Les dirigeants économiques et politiques se cachent derrière un système pseudo-démocratique en faillite pour s'enrichir à une vitesse exponentielle;

Cette élite parasitaire doit justifier ses politiques antisociales en augmentant la répression;

Les différents corps de police agissent comme rempart face à la mobilisation et à la révolte de la population contre un système injuste ;

En plus de protéger consciemment les abus des autorités, les différents corps de police agissent comme acteur politique en déstabilisant les mouvements sociaux ;

Nous dénonçons tout rôle politique du SPVM et des autres corps policiers.

Nous dénonçons toute criminalisation et stigmatisation de la dissidence et de nos opinions.

Nous dénonçons toute forme de profilage politique, social et racial.

Nous dénonçons toute tentative de salissage de nos mouvements.

En signant cette déclaration, nous nous engageons également à ne pas collaborer, de quelque manière que ce soit, avec les forces de l'ordre dans leurs tactiques de division, de profilage, de délation et de désolidarisation des mouvements politiques.

Une déclaration diffusée à l'initiative de la CLAC-MTL (Convergence des luttes anticapitalistes).

Montréal –September 20th 2011

## Together against political repression

We strongly condemn the most recent repressive offensive by the Montreal police (SPVM) whose aim is to criminalize, intimidate and isolate several political organizations. We also condemn the formation of a political police squad (entitled "GAMMA") which is a unit of the SPVM's organized crime division.

We are not preoccupied about whether the formation of GAMMA (*Guet des activités et des mouvements marginaux et anarchistes*) was planned long in advance, or whether it's just another police blunder. We know very well that political profiling did not begin with the GAMMA squad, and it won't end with its abolition; just as we know that the Eclipse squad does not target "street gangs" as much as youth of colour.

In a context of the tightening grip of capitalism and the deepening marginalization of social movements and political groups, it's essential to take action against all attacks against our communities. If we let them attack one community, they will have free reign to target all social movements. Against the strategy of divide-and-rule, we must unite!

Our freedom of association, demonstration and speech is not only legal, but legitimate. Our freedom to dissent is not something we beg for, but something we assert daily.

### Whereas :

The economic and political elites hide behind a bankrupt pseudo-democratic system to profit themselves at exponential speed;

This parasitic elite must justify its antisocial policies by increasing repression;

That the various police agencies act as barrier to the mobilization and revolt of people against an unjust system;

That the various police agencies not only protect their own abuses, but are political actors in destabilizing social movements;

We denounce any political role by the SPVM and other police agencies.

We denounce the criminalization and stigmatization of political dissidence and our opinions.

We denounce all forms of political, racial or social profiling.

We denounce all efforts to smear our movements.

By signing this statement, we are also engaging not to collaborate, in any way whatsoever, with police agencies in their tactics of division, profiling, snitching and dividing political movements.

This statement is distributed on the initiative of Montreal's Anti-Capitalist Convergence (CLAC).

### Infos et entrevues / Infos and interviews:

[www.clac-montreal.net](http://www.clac-montreal.net)

med...@clac2010.net / 438-838-8498

Association de défense des droits sociaux du Montréal-métropolitain (ADDS-MM)

Association Facultaire Étudiante de Science Politique Et Droit de l'UQAM (AFESPED-UQAM)

BASICS Community News Service-Toronto

Centre d'appui aux Philippines / Centre for Philippine Concerns (CAP-CPC)

Centre de ressources éducatives et communautaires pour adultes (CRÉCA)

Centre des femmes d'ici et d'ailleurs (CFIA)  
Coalition Justice pour Anas  
Collectif opposé à la brutalité policière (COBP)  
Comité des sans-emploi (CSE)  
Comité pour un Secours rouge canadien  
L'En-Droit de Laval  
Fédération de l'Union Communiste Libertaire (UCL)  
Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec (FLHLMQ)  
Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)  
Groupe de recherche et d'intérêt public (GRIP-UQAM)  
Illusion-Emploi-Sherbrooke  
Immigrant Workers Center(IWC-CTI)  
Librairie anarchiste l'Insoumise  
Ligue internationale de lutte des peuples - Canada  
Mouvement action-chômage (MAC-Montréal)  
Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi (MASSE)  
Mouvement d'éducation populaire autonome et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ)  
Personne n'est illéga-Montréal (NOI)  
Parti communiste révolutionnaire (PCR)  
Pointe libertaire  
POPIR Comité logement  
Projet accompagnement et solidarité Colombie (PASC)  
Red and Anarchists Skinheads - Montréal (RASH Montréal)  
Réseau de la Commission populaire (RCP)  
Réseau du Forum social de Québec Chaudière-Appalaches  
Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE)  
Quebec Public Interest Research Group (QPIRG) at Concordia  
Société bolivarienne du Québec  
Solidarité populaire Estrie  
Solidarité sans frontières (SSF)

Janik Bastien Charlebois, professeure de sociologie (UQAM)  
Francis Dupuis-Déri, professeur de science politique (UQAM)  
Eric Pineault, professeur de sociologie (UQAM)  
Alain-G. Gagnon, professeur de science politique (UQAM)  
Marie Nathalie LeBlanc  
Présidente, Société canadienne d'anthropologie/Canadian Society for Anthropology (CASCA)  
Professeure de Sociologie (UQAM)  
François Gauthier, professeur de sciences des religions(UQAM)  
Lawrence Olivier, professeur de science politique (UQAM)  
Eve Paquette, professeure de sciences des religions (UQAM)  
Marc-André Éthier, professeur (Université de Montréal)



Michel Seymour, professeur de philosophie (Université de Montréal)  
 Laurent McFalls, professeur de science politique (Université de Montréal)  
 Rémi Bochand, professeur de sciences juridiques (UQAM)  
 Christian Vanasse, conseiller municipal, St-Jude  
 Hans Marotte, avocat  
 Jacques Beaudoin, avocat  
 Sibel Ataogul, avocate  
 Dominique Caouette, Professeur de science politique  
 Directeur, Centre d'études de l'Asie de l'Est (CETASE) Université de Montréal

[SHARE](#) [TWEET](#) [EMAIL](#)

Socialize: **Like** 0 7K [Follow @mediacoop](#) [G+](#) [Follow](#)

**Want more grassroots coverage?**  
[Join the Media Co-op today.](#)

Topics: [Police/Prisons](#) and [Solidarity](#)



[Reportback from Occupation of Minister Garneau's...](#)  
 NOV 6



[Want to get involved in independent media? Join our board...](#) OCT 3



[Vous voulez vous impliquer dans des médias indépendants?...](#) OCT 3



[«Nipekiwan : je reviens» : entrevue avec Marcel Pititkwe](#)  
 SEP 29

3

## About the poster

[communard](#) ()

Member since **November 2010**

**About:**

1587 words

Trusted by **5** other users.

Has posted **130** times.

[View communard's profile »](#)

**Recent Posts:**

A project of the [Dominion News Cooperative](#) Site design by [Fair Trade Media](#), hosting by [Resist.ca](#).